

Économie sociale dans une économie capitaliste : quels renouveau, contribution et participation ?

Adrian JEHIN ♦ ConcertES¹

L'économie sociale : un mouvement aussi vaste qu'hétéroclite

L'économie sociale (ES), de par ses principes et la diversité des acteurs qui la composent, n'est pas un concept aisé à assimiler. Dans le cadre de cet article, nous proposons de l'aborder sous le prisme statistique de *l'Observatoire de l'économie sociale*. Mis en place par ConcertES, ce pôle d'expertise et de réflexion publiée régulièrement un panorama chiffré de l'ES et permet ainsi de suivre l'évolution de l'ensemble du mouvement en Belgique francophone.

Comment fonctionne l'Observatoire de l'économie sociale ?

Le périmètre statistique étudié par l'Observatoire rassemble l'ensemble des employeurs dont le siège social est établi en Belgique, et qui ont adopté la forme d'association (ASBL, AISBL, association de fait), de société coopérative agréée par le Conseil National de la Coopération (CNC)², de société à finalité (SFS), de fondation ou de mutuelle. Un périmètre qui est voué à évoluer avec l'entrée en vigueur du nouveau Codes des Sociétés et des Associations. Ces différents types de structure intègrent les principes de l'économie sociale, qui sont exposés, d'un point de vue légal, respectivement dans un décret wallon (2008) et une ordonnance bruxelloise (2018), pour ce qui est de la Belgique francophone. Ce périmètre statistique est également utilisé par le monde académique, mais aussi à l'échelon européen, ce qui permet notamment de comparer les données entre les différents états membres de l'Union européenne.

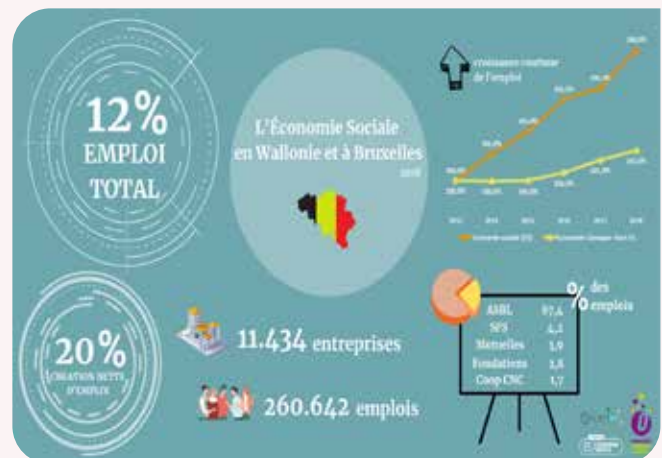
Les données proviennent de différentes sources, telles que l'Office National de la Sécurité Sociale (ONSS), la Banque Carrefour des Entreprises ou encore la Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique.

L'ES en quelques chiffres

En 2018, on dénombrait pas moins de 11.434 entreprises d'ES, qui fournissaient 260.642 emplois sur les territoires wallon et bruxellois. Un chiffre en constante évolution qui témoigne de la bonne santé économique de ces entreprises qui œuvrent chaque jour pour une autre économie, plus juste et plus durable. Ainsi, de 2013 à 2018, le nombre total d'emplois du mouvement de l'économie

sociale a augmenté de 8,9%, tandis que l'économie classique a vu ses emplois croître de seulement 2%.

Et si, à l'instar de l'économie classique, l'ES regroupe principalement des entreprises employant moins de 50 travailleur.euse.s (93,48%), on note une différence notable au niveau des entreprises de moins de 5 travailleur.euse.s, qui représentent 49,4% des entreprises ES, contre 71% pour les entreprises classiques. *A contrario*, il existe proportionnellement près de deux fois plus de moyennes et de grandes entreprises dans l'ES (6,5% > 50 travailleurs) que dans le reste de l'économie (3,5%).



Une autre spécificité intéressante concerne la dimension du genre. En effet, tant en Wallonie qu'à Bruxelles, les femmes sont davantage représentées que les hommes. La différence la plus notable s'observe en Wallonie, où elles sont 74% dans l'ES, contre 44% dans l'économie classique. Aussi, on relève d'importantes différences en matière de régime de travail, le temps partiel étant plus courant dans l'ES que dans l'économie classique, tant du côté des femmes (68% contre 54%), que des hommes (31% contre 14%).

Le jeu des 5 familles de l'ES

Attardons-nous un peu plus sur les différentes grandes familles de l'ES. Si elles comportent chacune leurs spécificités propres, elles

possèdent néanmoins un socle commun : la recherche d'une autre finalité que le lucre.

Débutons par les **ASBL employeuses** qui représentent à elles seules 94,8 % des acteurs, et 87,4 % des emplois dans l'ES. Elles sont actives dans de nombreux secteurs de la « santé humaine et action sociale », des « autres activités de services » et de l'« éducation et formation ». Avec le nouveau Code des sociétés, une ASBL peut exercer des activités commerciales et industrielles sans aucune limite, à condition entre autres qu'elle poursuive effectivement un but désintéressé et qu'elle ne distribue ou procure, directement ou indirectement, à ses membres, administrateur.rice.s ou fondateur.rice.s, un avantage patrimonial.

Située à Bruxelles et active sur la Fédération Wallonie-Bruxelles, *Cultures&Santé* est un exemple d'ASBL employeuse. Avec ses 19 salariés, l'association de promotion de la santé, d'éducation permanente et de cohésion sociale, développe et met à disposition des ressources soutenant les professionnel.le.s du champ de la santé, du social et de l'éducation dans la mise en œuvre d'actions ou de projets autour de questions de santé et de citoyenneté, avec un intérêt particulier pour les inégalités sociales et la multi-culturalité.

La seconde famille est celle des **sociétés à finalité sociale**, qui représentent 3,9 % des acteurs de l'ES. Il s'agit pour partie des acteurs et entreprises de l'économie sociale d'insertion (ESI). Sous cette notion, on retrouve les EI (entreprises d'insertion) en Wallonie, les CISP wallonnes (Centres d'Insertion Socioprofessionnelle, anciennement EFT/OISP), les AFT (Ateliers de formation par le travail) et OISP bruxellois, les ETA (Entreprises de travail adapté) wallonnes et bruxelloises, les IDESS (Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale) en Wallonie, les entreprises sociales et démocratiques mandatées entreprise d'insertion (ESMI) en Région Bruxelles-Capitale (RBC) et les entreprises de réutilisation. Au niveau des emplois, 59% proviennent des « activités titres-services » ; ensuite, on retrouve les ETA, qui sont créditées de 11,2% des emplois des SFS en 2018.

La Ferme Nos Pillifs est l'une des 12 ETA ayant son activité en RBC. Située à Neder-Over-Heembeek, cette ETA occupe 145 personnes handicapées dans des métiers variés tels que l'atelier bio, la jardinerie, l'estaminet, l'épicerie et la ferme d'animation. Différentes sections pour une seule idée : l'intégration.

Anciennes et bien connues de toutes et tous, **les mutuelles** sont les organismes assureurs chargés de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. Au sein des mutuelles, près de 95% des emplois proviennent du secteur de l'« administration publique-sécurité sociale obligatoire ». Elles constituent en effet un intermédiaire important dans le dispositif de sécurité sociale obligatoire.

La quatrième famille est celle des **fondations reconnues d'utilité publique** qui représente 2,8 % des acteurs de l'ES. Les

emplois dans les fondations sont principalement générés au sein des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » et de la « santé humaine et action sociale ». Dans les deux cas, le nombre d'emplois est en augmentation, représentant aujourd'hui respectivement 52,3 et 32% des emplois totaux des fondations.

Contrairement à une fondation privée visant principalement le maintien d'un patrimoine au sein d'une famille, la fondation d'utilité publique *Child Focus* met tout en œuvre pour traiter et prévenir les disparitions et l'exploitation sexuelle d'enfants.

La dernière famille est celle des **coopératives agréées à finalité sociale et/ou CNC** qui représentent 1,7% des acteurs de l'ES. Le secteur du « commerce de gros et de détail » génère l'essentiel des emplois des sociétés coopératives CNC. En 2018, il totalisait 71,6% des emplois, soit davantage qu'en 2013 (56%). Vient ensuite le secteur des « activités titres-services », qui procure en 2018, 7,2% des emplois des coopératives CNC, suivi de près par le secteur « activités financières » (6,8%). Plus généralement, l'entrepreneuriat coopératif connaît depuis quelques années un regain d'intérêt. On pense ici aux domaines de l'alimentation durable, avec les coopératives de producteurs et de consommateurs, comme par exemple *Agricovert*, mais aussi de l'énergie, avec *Cociter*, ou encore du secteur bancaire, avec *NewB*, et de la téléphonie mobile avec *Neibo*.

Comme toutes les coopératives agréées CNC, *NewB* est gérée démocratiquement selon la règle suivante : « un membre = une voix », qui dissocie le pouvoir de décision du capital détenu. *NewB* est guidée par des valeurs comme l'équité, la justice sociale et l'égalité. Cela se traduit notamment par la création de produits et de services financiers respectueux de la planète et des droits humains.

Quelques enjeux

Un enjeu majeur du secteur est celui de la notoriété. Si le mouvement représente une part significative de l'économie et de l'emploi en Belgique francophone et répond à une aspiration grandissante des citoyen.ne.s à une consommation plus éthique et responsable, ce dernier souffre encore d'un manque de visibilité et de lisibilité au sein de la population³. Au-delà de l'aspect pédagogique et communicationnel, il est aussi essentiel de stimuler le développement de l'ES, que ce soit par le soutien à la création et au changement d'échelle des entreprises d'ES, que ce soit en matière de financement, ou encore via l'inclusion de clauses sociales dans les marchés publics. Un soutien accru à des programmes d'accompagnement et de transition organisationnelle, via les agences-conseil en ES, en ce compris des processus de digitalisation, de transition verte, de développement de l'activité, etc., pourrait aussi constituer un levier intéressant pour un changement d'échelle des entreprises de l'ES.

Ensuite, l'ES doit pouvoir répondre aux enjeux de notre temps : urgence climatique, besoin impérieux de renforcer la cohésion so-



cial, etc., et ce davantage que l'économie traditionnelle en raison, on le comprendra, de sa nature même à viser l'intérêt général plutôt que des finalités de lucre. Pour ce faire, le mouvement est déjà présent dans nombre de ces domaines, mais est aussi porteur d'innovations. Que cela soit sur la transition de certaines chaînes de valeur⁴, comme celle de logistique vers la mobilité douce avec des acteurs comme les coopératives *Dioxyde de Gambette* ou *Urbike*, ou encore par la création de nouvelles chaînes de valeur dans le domaine du recyclage d'un certain nombre de « déchets » (micro-électroniques, déchets verts, paramédical...) avec des acteurs comme les membres de la Fédération d'économie sociale RESSOURCES⁵. Ces logiques devront sans doute être renforcées et encouragées.

L'ES est en définitive un mouvement capable d'apporter des solutions crédibles aux dérives du capitalisme et de répondre aux enjeux présents et futurs de la société. Néanmoins, et comme le souligne l'étude « *Les verrous économiques de la transition économique* » de Saw-B⁶, il faut être conscient qu'il sera difficile de faire de l'ES la nouvelle norme économique, sans une remise en question profonde du cadre et des institutions actuels, et plus généralement de l'hégémonie néo-libérale. ■

1. ConcertES est la concertation des organisations représentatives de l'ES.

2. Cette disposition est amenée à être modifiée avec l'entrée en vigueur du nouveau Code des Sociétés.

3. Comme le démontre un sondage notoriété commandité en juin 2020 par ConcertES, 54% des Belges sont insatisfait.e.s du modèle économique actuel. Plus précisément, la volonté de changement qui se reflète dans leurs habitudes de consommation montre qu'il.elle.s sont de plus en plus nombreux.ses à être attentif.ve.s à la provenance des produits (52%), à privilégier les commerces de proximité et faire attention à leur empreinte écologique (42%).

4. Le concept de « chaîne de valeur » revient à Michael Porter, et fait référence à la valeur ajoutée que l'entreprise dégage dans les différentes étapes de son activité, sous l'angle restreint de l'avantage concurrentiel. Plus récemment, cette notion a été élargie à l'ensemble des externalités d'une entreprise, en ce compris les dimensions de durabilité.

5. La fédération RESSOURCES représente les entreprises sociales et circulaires du secteur de la réutilisation des biens et des matières.

6. *Les verrous économiques de la transition*, SWA-B, 2019 (en ligne) https://saw-b.be/wp-content/uploads/sites/39/2020/05/etude_sawb_2019_verrous_transition.pdf



POUR ALLER PLUS LOIN :

« État des lieux de l'économie sociale 2017-2018 » (dossier), *Les cahiers de l'Observatoire*, n°15, mars 2020.

« L'économie sociale au Nord et au Sud : enjeux et perspectives » (interview d'Andrea LEMAITRE), *Démocratie*, avril 2015 (en ligne) <http://revue-democratie.be/>

Hugues DE BOLSTER, *L'économie sociale expliquée à mes amis*, Analyse SAW-B, 2019 (en ligne) <https://saw-b.be/publication/leconomie-sociale-expliquee-a-mes-amis/>

Hugues DE BOLSTER, *Identités et dynamique plurielles de l'économie sociale*, Analyse SAW-B, 2018 (en ligne) <https://saw-b.be/publication/identites-et-dynamiques-plurielles-de-leconomie-sociale/>

Hugues DE BOLSTER, *Dis-moi d'où tu viens et je te dirai qui tu es... Origine et identité d'entreprises sociales*, Analyse SAW-B, 2019 (en ligne) <https://saw-b.be/publication/dis-moi-dou-tu-viens-et-je-te-dirai-qui-tu-es-origine-et-identite-dentreprises-sociales/>

Jacques DEFOURNY et Marthe NYSENS, *Économie Sociale et Solidaire, Socio-économie du 3^e secteur*, Deboeck, 2017.

Jacques DEFOURNY et Marthe NYSENS, « Entreprises sociales : des promesses et des défis », *Démocratie*, 2017, n°9, pp. 5-9 (en ligne) <http://revue-democratie.be>

Marian DE FOY, *Les financements de l'économie sociale*, Analyse SAW-B, 2021 (en ligne) https://saw-b.be/publication/financements_economie_sociale/

Florence DEGAVRE, Andrea LEMAITRE, Marthe NYSENS et Jacques DEFOURNY, « L'économie sociale, un moteur pour la transition sociale et écologique ? », *Sociétés en changement*, 2020, n°8, pp. 1-8 (en ligne) <http://hdl.handle.net/2078.1/225799>

Véronique HUENS, *Les mutuelles de santé, actrices de l'économie sociale*, Analyse SAW-B, 2014 (en ligne) <https://saw-b.be/publication/les-mutuelles-de-sante-actrices-de-leconomie-sociale/>

Antinea LESTIEN, Armelle BARRÉ, Audrey CHALUMEAU, Catherine BOET, Egmont LABADIE ea., *Fabriquer l'égalité. Manifeste pour en finir avec le sexisme dans l'économie sociale et solidaire*, Paris, Édition de l'Atelier, 2019.

Magalie SAUSSEY (coord.), *Les femmes dans l'économie sociale et solidaire : un idéal subordonné au genre*, Louvain-la-Neuve, PUL, 2018 (Cahiers du CIRTES).

Christine VERSCHUUR, Isabelle GUERIN et Isabelle HILLENKAMP, *Éffervescences féministes. Réorganiser la production sociale, démocratiser l'économie solidaire et repenser la valeur*, Paris, L'Harmattan, 2021/n°2 (Cahiers Genre et développement).

- <http://annuaire.economiesociale.be>
- SAW-B : www.sawb.be
- CONCERTES : <https://concertes.be>
- Centre d'économie sociale (HEC-ULg) : www.ces.uliege.be